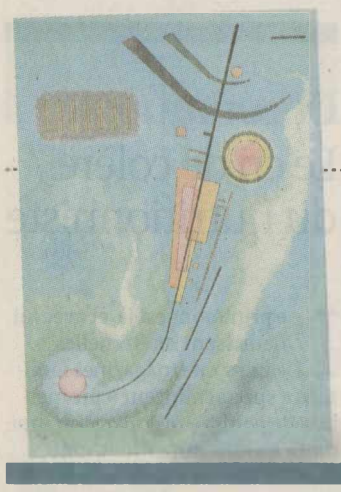
Le Monde



Kandinsky
Rétrospective exceptionnelle au Centre Pompidou Page 21

Enquête
Solidaires des migrants clandestins : l'exemple de Calais Lire pages 18-19

Jeudi 9 avril 2009 - 65e année - N° 19970 - **1,40 €** - France métropolitaine - **www.lemonde.fr**

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Universités : le conflit se durcit à l'approche des examens

- Nicolas Sarkozy a rappelé, mardi 7 avril, son attachement à la loi sur l'autonomie des établissements
- Les signes de tension se multiplient sur certains campus ; aucun dialogue ne se noue avec le ministère

La réforme de l'université se fera-t-elle selon les modalités actuellement prévues, envers et contre toutes les grèves et manifestations ? Le président de la République, en tout cas, l'a affirmé, mardi 7 avril, à l'occasion d'un déplacement à Venelles (Bouches-du-Rhône), près d'Aix-en-Provence. Alors que la mobilisation contre la politique éducative du gouvernement entre dans sa dixième semaine et que les signes de radicalisation se multiplient, Nicolas Sarkozy a répété sa volonté de ne pas revenir sur la loi LRU sur l'autonomie des universités, votée en août 2007. *« Je veux dire au monde universitaire que leur donner l'autonomie, c'est leur faire confiance*, a dit M. Sarkozy. *C'est un choix sur lequel je ne reviendrai jamais. »*

La loi sur l'autonomie avait été présentée pendant la campagne électorale et au début du quinquennat comme une réforme majeure. La fermeté du chef de l'Etat n'est pas une surprise, mais elle risque de mettre encore de l'huile sur le feu. Depuis deux mois et demi, le climat n'a cessé de se tendre entre l'exécutif et la communauté universitaire. Un nouveau seuil a été franchi, en début de semaine, avec la multiplication d'incidents sur les campus. Mardi, pendant plusieurs heures, le président de l'université d'Orléans a été retenu par une centaine d'étudiants dans son bureau. Un autre cas de séquestration avait eu lieu la veille à Rennes-II. A Strasbourg, entre 100 et 150 étudiants ont perturbé une réunion de responsables universitaires. A Paris, les locaux du Centre régional des œuvres universitaires (Crous) ont été envahis pendant quelques heures par des étudiants, dans le cadre d'une opération *« repas gratuits »*, puis le directeur et son adjoint ont été brièvement retenus.

Catherine Rollot

▶ Lire la suite page 9

Ainsi vivent les détenus dans les prisons françaises

- Le premier rapport du contrôleur Delarue

Nuit du 26 au 27 février, Fleury-Mérogis, état de vigilance renforcée ; Nanterre, tentative de suicide d'un détenu mineur par pendaison... ; Bois-d'Arcy, extraction médicale d'un détenu particulièrement signalé... » Ces comptes-rendus d'incidents sont établis chaque jour par les directeurs des 194 établissements pénitentiaires français. *Le Monde* a pu consulter ces documents qui montrent au quotidien la réalité de la vie dans les prisons.

Ils entrent en résonance avec le premier rapport du contrôleur général des lieux de privation de liberté, rendu public mercredi 8 avril, dans lequel Jean-Marie Delarue décrit les prisons comme *« des lieux de violence et de crainte »*.

Après avoir visité des locaux de garde à vue, des établissements pénitentiaires des centres de rétention et des hôpitaux psychiatriques, M. Delarue insiste aussi sur les nombreuses *« atteintes à l'intimité et à la dignité »*. Il cite notamment les fouilles à corps, l'obligation de se dénuder. *« La vie dans les lieux de privation de liberté sera d'autant plus pacifiée que les droits de la personne y sont reconnus »*, conclut-il. ■

Lire Page trois et page 10

Les Algériens votent dans un climat de désenchantement

- Abdelaziz Bouteflika brigue un troisième mandat

Reportage

Alger
Envoyée spéciale

Exaspérés par les difficultés de leur vie quotidienne, les Algériens ne devraient pas se bousculer dans les bureaux de vote, jeudi 9 avril, pour un scrutin présidentiel où Abdelaziz Bouteflika, 72 ans, est assuré de l'emporter. *« Voter pour la pomme de terre à 100 dinars* [1 euro] *le kilo et la sardine à 250 dinars ? Ils peuvent toujours courir ! »*, lance à Alger un père de famille, employé dans une administration. De ses quatre enfants, un seul a l'intention de voter. Pour déposer un bulletin blanc. C'est une élection sans enjeu, qui se déroule dans un climat étrange fait d'indifférence et de résignation. Personne ne doute que M. Bouteflika, au pouvoir depuis dix ans, va être élu pour un troisième mandat à la tête du pays. Peu connus du grand public, ses cinq concurrents – dont une femme – passent, à tort ou à raison, pour des figurants. Une seule inconnue : le taux de participation.

Florence Beaugé

▶ Lire la suite page 5

La crise

La faute aux comptables ? Les règles qui obligent les banques à valoriser leurs actifs, dans leurs bilans, à leur valeur instantanée de marché, ont-elles contribué à amplifier la crise ? Economistes, régulateurs et responsables politiques sont nombreux à le penser. Les assouplissements déjà apportés à ces contraintes sont-ils suffisants ? Page 12

La liste noire était une peau de chagrin... Exit l'Uruguay, le Costa Rica, les Philippines, la Malaisie : la liste infamante des paradis fiscaux est désormais vierge, moins d'une semaine après avoir été établie. Page 12

... mais pas celle des pays en difficulté Au Japon, en 2009, la pire récession des pays industrialisés. Irlande : l'austérité pour endiguer le déficit. Espagne : affaibli, le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, est contraint de changer de ministre de l'économie. Pages 8 et 13

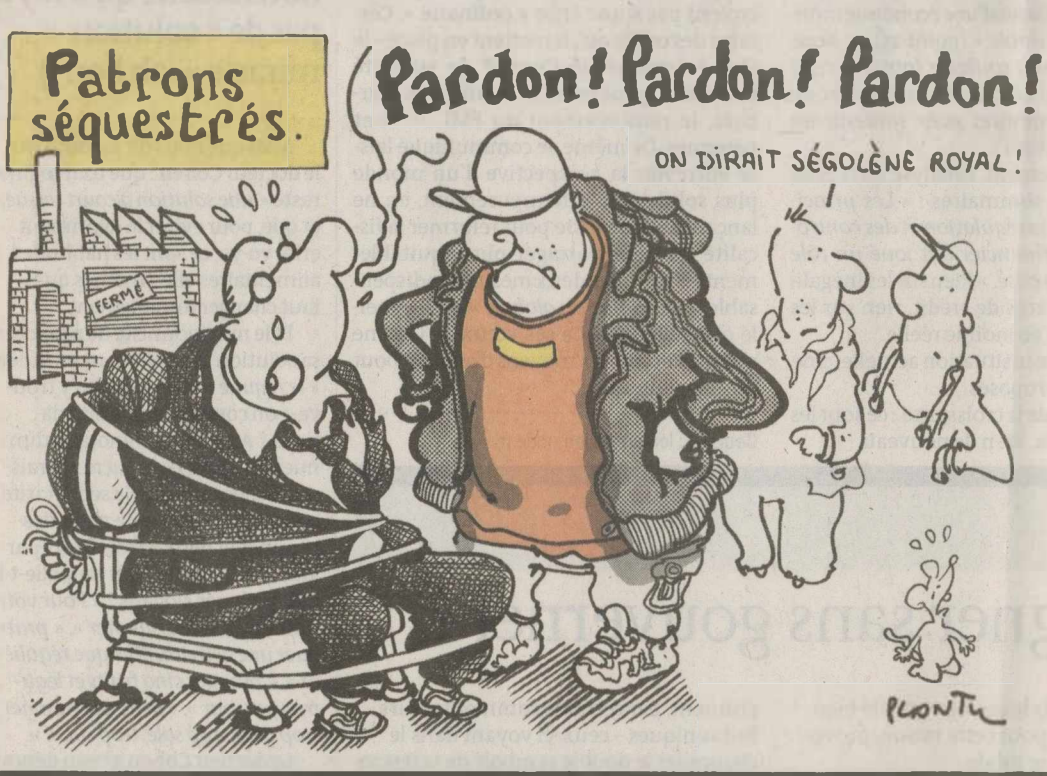
Moins d'apprentis traders Face aux *« fortes restrictions des recrutements dans les métiers du trading en 2009 et sans doute en 2010 »*, l'université Paris-Dauphine a décidé d'interrompre l'accès à son master spécialisé pour la prochaine rentrée. Page 12

Pour en sortir, l'atout énergie Entretien avec Pierre Gadonneix, président d'EDF : l'avenir du nucléaire, les choix stratégiques, le divorce Areva-Siemens. Page 14

L'après-G20 : excès d'optimisme ? La logique défendue à Londres par les dirigeants des nations les plus riches de la planète est bonne. Mais ils ne se sont pas donné tous les moyens de la mettre en œuvre : aucune réforme ambitieuse de la fiscalité et du partage des revenus. Analyse page 2

Le malheur des uns... La livre est au plus bas, c'est le moment d'aller faire son shopping à Londres, qui a cessé d'être l'une des villes les plus chères du monde. & Vous page 23

Le regard de Plantu



Téléchargement : les nouvelles règles du jeu

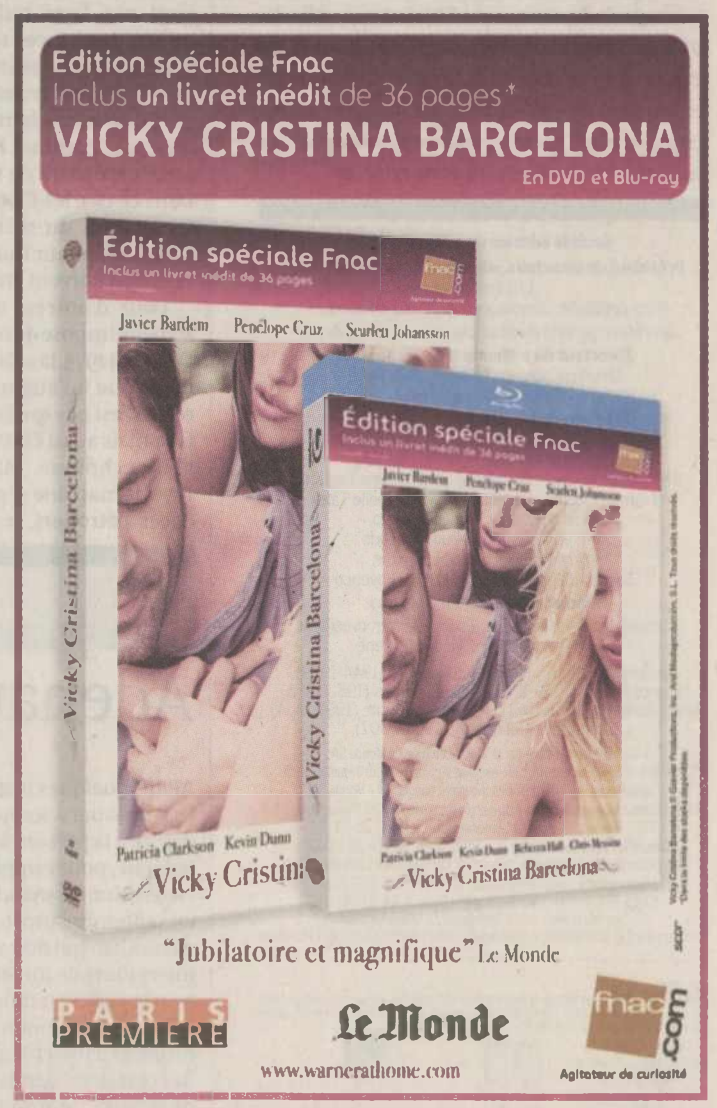
Internet Sénateurs et députés se sont mis d'accord pour instaurer une « riposte graduée » contre le téléchargement illégal qui pourra aller jusqu'à une suspension de l'accès au Net. Mais l'internaute devra continuer à payer son abonnement. P. 22

Le Pérou condamne l'ex-président Fujimori

Justice Après dix ans de pouvoir, cinq ans de cavale et quatre ans de procédure, Alberto Fujimori a été condamné à vingt-cinq ans de prison pour « crimes contre l'humanité ». P. 6

Demain dans Le Monde

« Le Monde des livres » Le nouveau chant de Patrick Chamoiseau ; la réflexion du philosophe Jean-Michel Besnier sur un futur peuplé de « posthumains » ; la vie à Mayotte, en bandes dessinées



Algérie 80 DA, Allemagne 2,00 €, Antilles-Guyane 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,40 €, Cameroun 1 500 F CFA, Canada 3,95 $, Côte d'Ivoire 1 500 F CFA, Croatie 18,50 Kn, Danemark 25 KRD, Espagne 2,00 €, Finlande 2,50 €, Gabon 1 500 F CFA, Grande-Bretagne 1,50 £, Grèce 2,20 €, Hongrie 650 HUF, Irlande 2,00 €, Italie 2,00 €, Luxembourg 1,40 €, Malte 2,50 €, Maroc 10 DH, Norvège 25 KRN, Pays-Bas 2,00 €, Portugal cont. 2,00 €, Réunion 2,00 €, Sénégal 1 500 F CFA, Slovénie 2,20 €, Suède 28 KRS, Suisse 2,90 FS, Tunisie 1,9 DT, Turquie 2,20 €, USA 3,95 $, Afrique CFA autres 1 500 F CFA.

Editorial

Capitale de l'art

C'est une situation exceptionnelle qui entretient la réputation d'une France flamboyante. En ce printemps naissant, nulle autre capitale que Paris n'offre à voir autant d'expositions artistiques ambitieuses, calibrées pour attirer les foules. Citons Andy Warhol ou encore « Une image peut en cacher une autre » au Grand Palais ; De Chirico au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Calder et désormais Kandinsky au Centre Pompidou ; le peintre Lippi au Musée du Luxembourg ; « Le Siècle du Jazz » au Musée du quai Branly ; Le romantique anglais William Blake au Petit Palais ; « Oublier Rodin » et « Voir l'Italie et mourir » au Musée d'Orsay ; « Controverses » à la Bibliothèque nationale de France (BNF). La liste n'est pas exhaustive...

Il faudrait une semaine à temps plein pour digérer autant de tableaux, de photos, de sculptures. Il faudrait être touriste. Mais ces derniers privilégient les collections permanentes des musées, comme le Louvre. Quant aux Français, ils pourraient avoir la tête ailleurs. Une exposition a un coût – jusqu'à 11 euros le ticket pour Warhol ou De Chirico –, alors que la crise fait enfler le chômage et vide les porte-monnaie. Cette profusion d'expositions pouvait donc être un « flop ».

Au contraire, les premiers chiffres montrent que les Français courent autant, sinon plus, au musée quand la crise est là. Pour se nourrir l'œil, s'évader, se rassurer, apprendre. 110 000 entrées pour Warhol en vingt jours ; déjà le Grand Palais envisage d'ouvrir la nuit, comme il l'a fait pour Picasso, pour satisfaire son public, essentiellement jeune. Avec 35 000 entrées en trois semaines, le jazz offre au Musée du quai Branly son meilleur démarrage pour une exposition depuis son ouverture, en 2006. Calder « tourne » à 3 800 personnes par jour, soit un record pour l'espace du Centre Pompidou où l'artiste est présenté. 2 400 personnes viennent chaque jour à Orsay pour découvrir les artistes qui ont existé dans l'ombre de Rodin, ce qui tient du miracle pour une exposition de sculpture. Le public est prêt à faire la queue une heure, le week-end, devant la BNF, pour voir les fascinantes photos qui ont fait scandale à travers l'histoire.

« En temps de crise, les gens ont besoin d'une compensation affective de proximité », commente joliment une responsable de musée. Le message s'adresse aussi à l'Etat et aux collectivités locales, qui pourraient être tentés de réduire leurs actions culturelles. Surtout celles qui sont moins visibles que les expositions à succès. Alors qu'elles sont tout autant utiles pour aider à vivre en temps de crise. ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
Editeur : Michel Sfeir
Directeur de la rédaction : Alain Frachon
Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob
Directeur éditorial : Gérard Courtois
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Talès
Chef d'édition : Françoise Tovo
Directeur artistique : Quintin Leeds
Veille de l'information : Eric Azan
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
Jean-Pierre Tuquoi, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)
Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778 (0.15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48.
Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex
OJD Presse payante 2007
Président : David Guiraud
Benédicte ...
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
PRINTED IN FRANCE

L'actualité sur Lemonde.fr

DR

Une vie en cours de destruction

La **chronique vidéo** de Thomas Sotinel, critique cinéma au *Monde*, est consacrée à *Wendy et Lucy*, le dernier film de la réalisatrice Kelly Reichardt. L'histoire de Wendy, qui, avec son chien Lucy, prend la route de l'Alaska dans l'espoir d'y trouver un emploi et d'y commencer une nouvelle vie.

Clandestins mexicains en panne d'eldorado

Un **reportage vidéo** à Tijuana, à la frontière entre Mexique et Etats-Unis, témoigne de l'impact de la crise économique sur les Mexicains. Les arrestations de clandestins le long de la frontière ont diminué d'un quart par rapport à l'année dernière. C'est que l'eldorado américain porte bien mal son nom aujourd'hui. Les emplois se sont faits plus rares, notamment dans le secteur des services, grand « consommateur » de travailleurs hispaniques. Les Mexicains sont moins enclins à tenter leur chance de l'autre côté de la frontière, et ceux qui ont réussi à traverser reviennent de gré ou de force des Etats-Unis, où les contrôles se sont accrus.

Courbet était-il sur la photo ?

Le 16 mai 1871, les communards abattent la colonne Vendôme à Paris. Une photographie de Bruno Braquehais immortalise ce moment. Y voit-on le peintre Gustave Courbet qui, après la Commune, sera condamné à payer la reconstruction de cette colonne ? Dans un commentaire **vidéo**, Bertrand Tillier, docteur en histoire de l'art et auteur de *La Commune de Paris, révolution sans images ?* (éd. Champ Vallon, 2004), analyse cette photographie, visible dans le cadre de l'exposition « Controverses », jusqu'au 24 mai à la BNF-site Richelieu, à Paris.

Le G20 de Londres n'a tenu que partiellement ses promesses

Analyse

Frédéric Lemaître
Rédaction en chef

Récession, chômage... La crise est telle qu'elle va, fait unique dans l'histoire, provoquer trois réunions des vingt chefs d'Etat et de gouvernement les plus puissants en moins d'un an. Marque-t-elle pour autant le début d'une nouvelle mondialisation ou n'est-elle qu'une crise certes violente mais classique du capitalisme ? Questions subsidiaires : quelle en est la lecture des dirigeants du G20 de Londres ? Dans la première hypothèse, on attend d'eux qu'ils réforment le capitalisme. Dans le second, qu'ils l'adaptent.

Dans un ouvrage collectif que vient de publier le Cercle des économistes – *Fin de monde ou sortie de crise ?* (Perrin, 334 p., 19,80 €) –, Pierre Dockès présente les deux thèses. Pour les libéraux, les crises résultent presque toujours d'un dysfonctionnement de la sphère monétaire ou financière créé par des excès de liquidités. Pour cette école, les difficultés actuelles ne doivent pas faire oublier que, depuis le milieu des années 1990, la finance a permis une croissance mondiale sans pareille. Nous vivons donc une simple purge qui, grâce notamment aux besoins de secteurs comme l'environnement, va nous permettre de repartir de plus belle. Dans ce cas, les Etats doivent compenser les lacunes du marché, notamment en aidant le secteur financier, mais ces interventions doivent être temporaires.

Le G20 ne s'est pas engagé dans une ambitieuse réforme de la fiscalité et du partage des revenus

Pour d'autres, comprendre la crise actuelle impose de remonter bien au-delà. De 1945 à 1973, la croissance est essentiellement due à l'augmentation des salaires réels. C'est elle qui favorise la consommation mais aussi l'investissement et le progrès technique. Mais, dans les années 1970, la machine se grippe. Sous l'effet des chocs pétroliers, les salaires continuent d'augmenter, mais la productivité stagne et les profits baissent. Dans les années 1980, les Etats se contentent de lutter contre l'inflation. Dans les pays développés, les salaires réels ne progressent plus et la consommation n'augmente que grâce à l'endettement des classes moyennes et à l'enrichissement des plus riches. C'est ce modèle basé sur les inégalités et l'endettement qui s'effondre. Mais à cette crise de la demande s'ajoute celle de la rentabilité des investissements productifs, qui décroît depuis 2000 et incite les banques à spéculer davantage qu'à prêter.

Pour les tenants de cette thèse, des mesures structurelles s'imposent. Il faut encadrer la finance, réguler le capitalisme à un niveau supranational et élaborer un compromis fordiste mondial pour accroître les revenus du travail, afin de relancer la consommation et l'investissement.

A cette aune, que penser des 29 points du communiqué du G20 ? Celui-ci laisse entrevoir un monde solidaire : *« La croissance, pour être durable, doit être partagée »* (point 2) ; *« Nous sommes déterminés à établir les bases d'une économie mondiale juste et durable »* (point 25) ; *« Nous nous engageons à soutenir tous ceux qui sont touchés en créant des emplois et en adoptant des mesures pour soutenir les revenus »* (point 26).

Malheureusement, l'analyse de la crise reste des plus sommaires : *« Les principaux échecs de la régulation et des contrôles du secteur financier ont joué un rôle essentiel dans la crise. »* Rien sur les inégalités, rien sur l'excès de crédit, rien sur les déficiences de l'économie réelle.

Pour sortir de la situation actuelle, cinq remèdes sont proposés.

1) La relance de la croissance : ce sont les plans nationaux. Rien de nouveau.

2) Le renforcement de la supervision : il s'agit de mieux contrôler les établissements financiers, ce dont on ne peut que se féliciter. Malheureusement, seuls les fonds spéculatifs *« d'importance systémique »* seront réglementés, une concession aux Anglo-Saxons d'autant plus regrettable que, dans le même temps, l'OCDE publie une liste extrêmement restrictive des paradis fiscaux, lieux d'enregistrement privilégiés desdits fonds. Même déception sur les rémunérations de la finance, qui n'apparaissent pas en tant que telles dans le communiqué.

3) Le renforcement des organismes financiers internationaux. Si le FMI va disposer de davantage d'argent pour venir en aide aux pays dans le besoin, sa gouvernance reste inchangée (au grand dam de la Chine) et sa proximité avec l'administration américaine reste problématique.

4) Rejeter le protectionnisme. Les pays s'engagent à parvenir à un accord au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)... mais ne se fixent plus de calendrier.

5) Garantir une reprise juste et durable. Les pays du G20 s'engagent de nouveau à réduire l'extrême pauvreté de 50 % d'ici à 2015. Il est pourtant quasiment acquis que ces objectifs, pris dès 2000, ne seront pas atteints.

Le bilan de ce G20 est donc mitigé. Manifestement, les responsables politiques ne croient pas à une crise « ordinaire ». Certains des outils qu'ils mettent en place – le G20 lui-même, le Conseil de stabilité financière, pour mieux contrôler les marchés, le renforcement du FMI... – sont pérennes. De même, le communiqué laisse entrevoir la perspective d'un monde plus solidaire. Malheureusement, en ne lançant aucune piste pour réformer la fiscalité ou pour partager plus équitablement les revenus, deux mesures indispensables à la *« solution globale »* qu'il appelle officiellement de ses vœux, le G20 ne s'est pas donné les moyens d'aller au bout de sa logique. ■

Courriel : lemaitre@lemonde.fr

Il y a 50 ans dans Le Monde

Adenauer peut-il régner sans gouverner ?

APRÈS quelques instants de réflexion, le Dr Adenauer a accepté de poser sa candidature à la présidence de la République fédérale, pour remplacer le professeur Heuss, dont le mandat vient à expiration en septembre prochain. L'élection du chancelier, qui doit avoir lieu dans les premiers jours de juillet, sans doute à Berlin, ne paraît devoir faire aucun doute, plusieurs partis, dont le Parti libéral, étant disposés à mêler leurs bulletins à ceux des chrétiens-démocrates, qui disposent de la majorité absolue.

La décision du chef du gouvernement fédéral était sans doute prise depuis quelque temps. Mais le secret avait été bien gardé, et elle a, pour cette raison, provoqué une surprise totale.

Chacun s'interroge naturellement sur les raisons d'une initiative dans laquelle on aurait probablement tort de voir l'amorce d'une évolution sensible de la politique allemande. C'est au contraire, parce qu'il juge que c'est au poste de chef de l'Etat qu'il est le mieux en mesure d'en assurer la continuité que le Dr Adenauer a finalement choisi un parti qu'il avait jusqu'à présent toujours écarté.

La satisfaction manifestée par les capitales du bloc oriental, et, un peu moins crûment, par certains commentateurs britanniques – ceux-ci voyant dans le chancelier le double symbole de la fermeté sur Berlin et de l'adversaire de la zone de libre-échange – est donc sans doute un peu prématurée.

La désignation du successeur du chancelier montrera en tout cas sans équivoque si son élection à la magistrature suprême est de nature à modifier sur ces deux problèmes fondamentaux l'orientation de la diplomatie allemande. ■

André Fontaine
(9 avril 1959.)

Chronique

Le cri de colère du nutritionniste

Vie moderne

Sandrine Blanchard

Le printemps est là, et avec lui fleurissent les éternelles « unes » de magazines féminins « spécial minceur » promettant de perdre *« avec plaisir et rapidité »* les kilos superflus avant l'été. Halte ! ose lancer Jean-Michel Cohen, l'un des plus médiatiques nutritionnistes. Il a du culot, le docteur Cohen, et une grande rapidité d'écriture. Un mois après avoir publié *Objectif minceur, mon programme pour maigrir semaine après semaine* (Flammarion, 192 p., 15 €), il récidive avec une couverture noire et un titre choc : *Maigrir, le grand mensonge* (Flammarion, 368 p., 19 €).

Lui qui, depuis vingt ans, parcourt les plateaux télé – de « C'est mon choix » sur France 3 à « J'ai décidé de maigrir » sur M6 –, rédige différents régimes pour des magazines, facture 120 euros ses consultations à son cabinet, vient de créer un site Internet de coaching virtuel pour maigrir moyennant 29 euros par mois, bref, l'entrepreneur en nutrition et perte de poids nous assène désormais qu'il n'y a pas de *« solution miracle »* (ah bon !) et dénonce les ravages d'un *« trop-plein d'informations »*.

Un mea culpa ? Pas du tout, un « cri de colère » contre les responsables de cette tyrannie de la minceur : les médias – *Le Monde* compris, pour avoir interviewé Nicole Darmon, chercheuse à l'Inserm, spécialiste de la qualité nutritionnelle –, la parapharmacie, les fausses promesses du packaging de l'industrie agroalimentaire, les médecins *« guidés par des considérations bassement économiques »*, les ouvrages de nutrition aux méthodes farfelues et, surtout, les politiques et leurs experts qui ont eu l'audace de lancer un Programme national nutrition santé (PNNS) et d'insérer dans les publicités alimentaires des messages de prévention. Résultat : les femmes et les hommes mal dans leurs kilos ne savent plus à quel régime se vouer.

L'entrepreneur en perte de poids nous assène qu'il n'y a pas de « solution miracle » (ah bon !)

Mais que nous dit aujourd'hui le docteur Cohen : que tout régime reste *« une solution à court terme »* et que, pour éviter le déprimant effet yo-yo, ce sont les habitudes alimentaires elles-mêmes qu'il faut changer durablement.

Et le nutritionniste de proposer sa solution humblement intitulée *« le régime universel »*. Qu'y trouve-t-on comme recommandations ? Arrêter le grignotage, diminuer les apports en sucre et graisses cachées, réduire la sédentarité, consommer à chaque repas des légumes et deux à trois fruits par jour. Tout cela ne vous rappelle-t-il pas quelques slogans ? *« Pour votre santé, éviter de grignoter », « pratiquer une activité physique régulière », « manger cinq fruits et légumes par jour », « éviter de manger trop gras, trop salé, trop sucré »*.

Le docteur Cohen a beau dénoncer *« la moralisation du discours nutritionnel »*, parler de *« vérités indubitables »* et en appeler – comme d'autres de ses confrères – *« au bon sens »*, il ne fait que confirmer le bien-fondé des messages *« officiels »* qu'il considère pourtant comme tyranniques. Quel était le titre de son livre ? Ah oui, *« Maigrir, le grand mensonge »*. ■

Courriel : blanchard@lemonde.fr

En hausse

Volkswagen

Le constructeur allemand pourrait ravir dès 2009 la place de numéro deux mondial à l'américain General Motors, selon le cabinet R. L. Polk. Volkswagen pâtit moins de la crise que son rival.

En baisse

Le PIB français

Le produit intérieur brut devrait baisser de 0,8 % au premier trimestre, selon la Banque de France. Le pays entrerait ainsi officiellement en récession après deux trimestres consécutifs de baisse.

17% C'est la part du capital de BNP Paribas détenu par l'Etat, désormais premier actionnaire de la banque devant Axa (4,83 %). Les 187 millions d'actions sans droit de vote qu'il a acquis ont coûté 5,1 milliards d'euros, somme qui servira à renforcer les fonds propres de l'établissement.

La crise remet en question les normes comptables

Accusées d'avoir joué un rôle d'accélérateur dans la chute des banques, les règles devraient être adaptées

Les quelque 800 milliards de dollars (606 milliards d'euros) de pertes et de provisions enregistrées par les banques depuis le début de la crise, qui ont conduit certaines à la faillite, sont-elles, en partie, artificielles et le fruit d'écritures comptables victimes des aberrations du marché ?

De plus en plus d'économistes et de responsables politiques le pensent et mettent en cause le rôle d'accélérateur qu'ont eu les normes comptables dans cette crise.

De fait, depuis le début des années 2000, les banques, en Europe comme aux Etats-Unis, doivent valoriser certains actifs qu'elles détiennent dans leur bilan (actions, titres financiers, etc.) à leur valeur de marché – comme si elles s'apprêtaient à le vendre – et non plus à leur valeur d'achat. Lorsque les marchés s'envolent, la « richesse » des banques s'apprécie ainsi automatiquement et baisse dans le cas contraire. Ce procédé était censé renforcer la transparence en donnant une image plus actuelle des comptes. *« C'est un peu comme pour un appartement, et la différence entre le prix auquel vous l'avez acheté et celui auquel vous pourrez le vendre »*, souligne un auditeur.

Mais, avec la crise, le système a été confronté à une situation inédite. Certains actifs que les banques détenaient, des crédits toxiques comme les fameux subprimes, sont devenus tellement explosifs aux yeux des investisseurs que plus personne n'en a voulu. Le marché a été déserté et leur valeur s'est effondrée.

Ce prix était-il le reflet de la réalité ou la traduction momentanée de l'affolement du marché ? Anomalie ou non, les banques n'ont pas eu le choix et ont dû grandement réduire la valeur des actifs. *« Il n'y avait pas de marché, on a dû mimer les choses et faire "comme si". On a donné une image fausse aux investisseurs ! »*, dénonce Pierre de Lauzun, directeur général délégué à la Fédération bancaire française.

Cercle vicieux

Un cercle vicieux s'est alors enclenché. Car une banque doit aussi respecter des règles de prudence (dites Bâle II) et s'assurer qu'elle détient un montant suffisant de capital au regard des sommes qu'elle prête aux ménages ou aux entreprises. Ainsi, plus la valeur de ses actifs s'effondrait, plus elle devait compenser en collectant du capital, en vendant, voire en bradant des actifs, ne faisant qu'aggraver ses difficultés. *« Il faut changer ces règles monstrueusement procycliques, qui ont fabriqué notre malheur ! »*, alerte Patrick Artus, responsable de la recherche chez Natixis.

Les responsables politiques sont conscients du problème. Et pendant le G20, le 2 avril, les chefs d'Etat ont *« appelé les normalisateurs comptables à travailler de toute urgence »* pour améliorer ces principes. Aux Etats-Unis, l'entité responsable des normes comptables, le Financial Accounting Standard Board (FASB), a déjà proposé de nets assouplissements. Mais son homologue pour l'Europe, l'International Standard accounting Board (ISAB), est plus frileux.

Lors de l'Ecofin, à Prague, le 4 avril, les ministres des finances européens ont donc tapé du poing sur la table. *« On ne peut avoir des normes différentes entre les Etats-Unis et l'Europe, il faut que ce problème soit immédiatement réglé »*, indique-t-on à Bercy. *In fine*, le 7 avril, l'ISAB a promis d'avancer d'ici six mois, *« en collaboration avec le FASB »*.

Mais déjà, les experts mettent en garde contre des mesures trop radicales qui nuiraient à la transparence du marché. *« S'il faut préciser les choses, il n'est pas nécessaire de tout remettre en question »*, souligne Mireille Berthelot, associée chez Deloitte. De fait, *« les normes ne sont pas la cause mais le révélateur de la crise »*, signale Claude Cazes, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. *« Elles sont le thermomètre qui indique la fièvre »*, insiste Rémi Forgeas, chez Mazars. De plus, rappelle ce dernier, *« la règle essentielle de la comptabilité, c'est la permanence ; il faut pouvoir comparer les états financiers d'une année sur l'autre »*.

Surtout, changer et brouiller les règles *« fait planer le risque de manipuler les comptes »*, alerte Nicolas Véron, économiste au centre Bruegel. *« Le problème n'est peut-être pas celui des normes comptables, mais celui de l'autorité »* des régulateurs vis-à-vis des banques, estime-t-il. ■

Claire Gatinois

Deux organismes édictent la marche à suivre

L'IASB L'International Accounting Standards Committee Foundation, créé en février 2001, élabore et publie des normes comptables internationales et vise à promouvoir leur utilisation au niveau mondial. Les pays européens ont choisi de suivre les règles édictées par cet organisme composé d'experts indépendants.

Le FASB Le Financial Accounting Standards Board, créé en 1973, développe les principes comptables pour les États-Unis. Le gendarme de la Bourse américaine, la SEC, l'a désigné comme l'organisme responsable de l'établissement des normes comptables pour les entreprises cotées aux États-Unis.

Pour se démarquer d'AIG, les sociétés d'assurance du groupe changent de nom

AIG Direct, qui assure les particuliers, deviendra Alico Direct

A l'instar de l'équipe de football britannique Manchester United, qui ne portera bientôt plus sur son maillot le nom d'AIG, les compagnies d'assurances du groupe américain sauvé en septembre 2008 par les Etats-Unis de la faillite provoquée par ses activités bancaires ne veulent plus être associées à la mauvaise image de la marque, et vont changer de nom.

Les activités d'assurance dommages (IARD) d'AIG seront regroupées dans AIU Holding Inc qui réunira la société Commercial Insurance Group, présente aux Etats-Unis et au Canada, et American International Underwriters (AIU), qui vend des contrats dans le reste du monde. L'objectif est de recréer ce qu'était le groupe à ses débuts, une société faisant uniquement de l'assurance, et d'introduire environ 20 % d'AIU Holding Inc en Bourse. Ce nom, trop proche d'AIG, ne sera pas celui de la nouvelle marque, actuellement à l'étude.

Filiale d'AIU, AIG Europe SA, qui assure les risques d'entreprises en France, déplore une légère baisse d'activité (93 % de ses contrats ont été renouvelés au 1er janvier, contre 95,5 % habituellement). Et les nouvelles affaires sont plus difficiles à conclure. Depuis janvier, plus de 25 millions d'euros de nouveaux contrats ont été souscrits, soit moins de la moitié que sur la même période de 2008. *« Nous avons réalisé moins de croissance sur notre activité de risques d'entreprise, car le marché est assez gelé et la marque AIG est plus difficile à vendre qu'auparavant »*, indique Nicolas Aubert, directeur général pour la France d'AIG Europe.

Visibilité

La seconde entité exerçant en France est la branche assurance-vie, qui commercialise des contrats d'assurance de type décès dans le monde entier sauf aux Etats-Unis. Elle va aussi changer de nom commercial. Elle s'est toujours appelé American Life Insurance Company, ou Alico, mais pour des raisons marketing de visibilité la distribution de ses contrats se faisait en Europe sous le nom d'AIG Life ou ses déclinaisons en langue locale AIG Vie, AIG Vida, AIG Vita... *« Lorsque nous avons commencé à distribuer des produits en notre nom propre, le nom d'AIG était plus porteur qu'Alico, d'autant qu'il y avait ce sponsoring de l'équipe de Manchester United qui a contribué à la notoriété d'AIG*, explique Marc Sevestre, président d'Alico pour l'Europe de l'Ouest. *Nous avions donc décidé de promouvoir le nom d'AIG Life pour marquer notre appartenance au groupe. Mais autant AIG était autrefois un gros avantage, autant depuis quelque temps communiquer sous ce nom était difficile. »*

AIG direct, l'activité d'assurance auprès des particuliers va aussi changer de nom. Autrefois partagée entre AIG Europe et Alico, elle reviendra à cette dernière et s'appellera Alico Direct.

Alico assure que la crise d'AIG n'a pas eu d'impact significatif. *« 80 % de notre activité est constituée de contrats en renouvellement quasi automatique, comme par exemple les assurances-décès souscrites pour des crédits immobiliers,* indique M. Sevestre. *Sur les nouveaux contrats, qui constituent 20 % de l'activité, nous avons eu un ralentissement de 30 %, qui est dû, non pas à la crise d'AIG, mais au ralentissement du marché des crédits immobiliers et des crédits à la consommation. »*

Alico a été mise sous la coupe de la Réserve fédérale (Fed) de New York, chargée de revendre différentes entités du groupe AIG (dont l'Etat détient 79,9 % du capital). Mais la Fed cherche à la vendre sans la brader. Or en ce moment, les acheteurs sont peu nombreux. Faute d'acquéreur, Alico pourrait faire son entrée en Bourse. ■

Cécile Prudhomme

Dauphine ferme l'un de ses masters en finance

Le master « 203 » de Paris-Dauphine, réputé pour avoir formé des générations de financiers spécialisés dans l'analyse quantitative et le trading, n'accueillera pas d'étudiants à la prochaine rentrée, a annoncé l'université le 7 avril dans un communiqué. Ce master, l'un des douze en finance de Paris-Dauphine, était, avec le célèbre master de probabilité et finance de Nicole El Karoui (Ecole Polytechnique et université Paris-VI), une filière de choix pour « quants » et traders en herbe. Chaque année, une trentaine d'étudiants s'y inscrivaient.

Les *« fortes restrictions des recrutements dans les métiers du trading en 2009 et sans doute en 2010 »*, justifient cette fermeture temporaire, indique le communiqué. Le master rouvrira *« avec une maquette rénovée et adaptée à la nouvelle donne du marché financier à l'automne 2010 »*. Les autres masters de finance de Dauphine continueront d'accueillir environ 300 étudiants à la prochaine rentrée, affirme Elyes Jouini, vice-président de l'université et directeur du master « 222 », spécialisé dans la gestion d'actifs. La crise n'a pas interrompu les vocations : *« Les téléchargements de dossiers d'inscription pour la prochaine rentrée ont augmenté de 50 % »*, affirme-t-il.

A l'Ecole centrale de Paris, *« plus de candidats font une thèse »*, observe Frédéric Abergel, professeur de finance quantitative. *« Nous continuons de former autant d'élèves car, si les besoins sont moindres sur les produits dérivés, d'autres activités se développent, comme la gestion des risques,* ajoute-t-il. *Nous faisons évoluer le contenu de la formation en leur faisant étudier des modèles plus complexes. »*

Il en est de même à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensae). Certes, la filière spécialisée en ingénierie financière *« se vide un peu »*, constate Christian Gourieroux, enseignant et chercheur dans cette grande école. Cette relative désaffection se fait au profit de l'actuariat et du contrôle des risques. *« Les sociétés d'assurances, de crédit à la consommation, et aux petites entreprises, ont besoin de statisticiens. Cette discipline était délaissée, parce qu'elle offrait des salaires moins élevés et que les travaux de recherche ne pouvaient être publiés, les employeurs s'y opposant. Mais ce verrou a sauté car les nouvelles règles prudentielles* [dites] *de "Bâle 2" imposent davantage de transparence. La discipline va donc attirer davantage de jeunes »*, prédit M. Gourieroux. ■

Annie Kahn

L'OCDE veut accélérer la réduction du nombre de paradis fiscaux

Les Etats étudient les conditions d'accueil des capitaux rapatriés

La liste « noire » des paradis fiscaux est désormais vierge : l'Uruguay, le Costa Rica, les Philippines et la Malaisie se sont engagés, mardi 7 avril, à supprimer de leur législation, *« dès cette année »*, tout article de loi faisant obstacle à l'échange d'informations fiscales avec des pays tiers.

Cette « bande des quatre » a rejoint les 38 membres d'une autre liste, « grise » celle-là, tenue à jour par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), qui rassemble les paradis fiscaux qui se sont engagés à échanger des renseignements mais n'ont pas encore signé d'accords bilatéraux avec au moins 12 des 30 Etats membres de l'OCDE. Protestant contre le fait d'avoir été placé sur cette liste « grise », la Suisse a décidé, mercredi 8 avril, d'user de son droit de veto pour bloquer 136 000 euros destinés à la coopération entre le G20 et l'OCDE.

Pour Pascal Saint-Amans, chef de division à l'OCDE, tout l'enjeu est d'organiser, au cours des prochains mois, la migration rapide des membres de la liste « grise » vers la liste « blanche ». L'OCDE ne doute pas d'y parvenir compte tenu des mesures de rétorsion listées à l'annexe 2 du communiqué issu du G20 (taxations diverses, refus de déductions fiscales pour les versements dans les paradis fiscaux...). Sûre de l'efficacité du dispositif, elle récuse les critiques des ONG qui estiment qu'au G20 les Etats se sont bornés à un accord de façade.

Enjeu double

En réalité, cet enjeu migratoire est double. *« Tout d'abord, il faut accompagner au plan technique les pays de la liste "grise" »*, dit M. Saint-Amans. D'ici à la fin 2009, des outils seront proposés aux pays en développement pour qu'ils s'adaptent plus vite *« au nouvel environnement fiscal coopératif »*. Ceux qui tarderont trop rebasculeront en liste « noire ».

Parallèlement, l'OCDE va lancer plusieurs chantiers : établir un réel bilan des échanges d'informations fiscales qui ont lieu aujourd'hui entre pays de la liste « blanche » et étudier les moyens de les standardiser pour les rendre plus fluides. Aujourd'hui, une demande d'information fiscale qui partirait de France vers Hongkong n'a pas de formulaire type à sa disposition, la langue à utiliser n'est pas fixée ni le type de questions que le fisc souhaiterait poser. L'idéal serait d'aider les paradis fiscaux à mettre en place une administration fiscale et, ensuite, d'automatiser les échanges entre les administrations.

Quel accueil réserver aux rapatriements de capitaux ? Nombre de places offshore devraient en effet se vider et des mouvements financiers importants se préparent. Tel est, selon M. Saint-Amans, le second enjeu de ce G20. Les Etats-Unis ont décidé d'encourager le mouvement de retour par une amnistie partielle ; le Royaume-Uni aussi. En France, Eric Woerth, ministre du budget, refuse toute amnistie fiscale, mais étudie les allégements de pénalités politiquement acceptables. Un service unique permet déjà aux non-résidents ou expatriés de savoir... à quelle sauce ils seront mangés. ■

Yves Mamou